

DÉCISION DU MAIRE

VU l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°2014/4/78 du conseil municipal en date du 07 avril 2014, donnant délégation au Maire pour prendre toute décision concernant la réalisation des emprunts destinés au financement des opérations prévues au budget de la collectivité et de passer à cet effet tous les actes nécessaires,

CONSIDERANT la nécessité de recourir à un emprunt long terme sur le budget principal pour financer les investissements prévus au budget 2014,

CONSIDERANT le résultat de la consultation faite auprès des organismes bancaires,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DECIDE

Article 1^{er} : de CONTRACTER un prêt d'un montant de huit cent mille euros (800 000 euros) auprès du Crédit Mutuel de Bretagne (groupe Arkéa).

Article 2 : Les caractéristiques principales du prêt sont les suivantes :

- Montant de prêt : 800 000 euros
- Durée : 15 ans
- Typologie Gissler : 1A
- Taux fixe : 1,91%
- Périodicité des échéances : trimestrielle
- Mode d'amortissement : progressif
- Frais de dossier : 1 000,00 euros
- Coût total du prêt (hors frais de dossier) : 121 960 euros
- Conditions de remboursement anticipé : indemnité actuarielle selon conditions générales en vigueur

Article 3 : S'ENGAGE pendant toute la durée de vie de l'emprunt, à prendre toutes mesures budgétaires permettant le remboursement de la dette.

Article 4 : DE SIGNER le contrat de prêt avec le Crédit Mutuel de Bretagne (groupe Arkéa).

Article 5 : de NEGOCIER les conditions générales de la convention de Prêt sur les bases précitées et de REALISER les opérations prévues dans le contrat de prêt.

Article 6 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 7 : D'ADRESSER une ampliation de la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal et une notification au Crédit Mutuel de Bretagne (groupe Arkéa)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur


056-215602061-20141211-2014-077-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/12/2014

Fait à Saint-Avé, le 11 décembre 2014
Le Maire,

Anne GALLO


Le Maire, Anne GALLO
Mairie de Saint-Avé - Place de l'Hôtel de Ville - BP 40020 - 56891 Saint-Avé cedex
Tel 02 97 60 70 10 - Fax 02 97 44 58 91 - mairie@saint-ave.fr

Saint-Avé

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Générale des Services
Service ressources humaines
N° 2014-078

DECISION DU MAIRE

VU l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant les dispositions de l'article 20 de la loi n°92-675 modifiée portant dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle qui précise que les personnes morales de droit public ayant conclu un contrat d'apprentissage prennent en charge les coûts de formation des apprentis;

DECIDE

Article 1^{er} : DE SIGNER la convention de participation financière avec le CFA de l'enseignement catholique de Bretagne pour la formation au CAPA Travaux paysagers dispensée par l'UFA « Kerplouz » de l'apprenti en poste au service « Espaces verts ».

Article 2 : DE PRECISER que ces frais s'élèvent à la somme de 763 € pour l'année 2014, 1908 € pour l'année 2015 et 1145€ pour l'année 2016 et que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2014 et aux budgets ultérieurs de la commune.

Article 3 : DIT que le conseil municipal sera informé lors de sa prochaine séance de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à Monsieur le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20141216-DM2014_078KERPL-CC

Fait à Saint-Avé, le 16 décembre 2014

Le Maire

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2014

Publication : 17/12/2014

Le Maire Anne GALLO



Anne GALLO



DÉCISION DU MAIRE**SIGNATURE D'UN MARCHÉ DE SERVICES**

Opération : Achat d'une débroussailleuse d'accotement pour le service espaces verts et reprise d'une ancienne débroussailleuse d'accotement

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Saint-Avé pour tous, cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i>	Objectif : <i>Offrir un cadre de vie sain, propre, fleuri et agréable</i>	Actions : <i>Entretenir régulièrement les voiries communales urbaines ou rurales</i>
<i>Organisation des moyens financiers et humains communaux</i>	<i>Mettre en œuvre les conditions pour favoriser le bien-être et l'épanouissement des agents</i>	<i>Définir une stratégie en termes de travailleur handicapé</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDÉRANT la consultation lancée le 28 juillet 2014 en application de l'article 28-I du Code des marchés publics,

VU le rapport d'analyse du 1^{er} décembre 2014,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER le marché relatif à l'acquisition d'une débroussailleuse d'accotement pour le service espaces verts et la reprise d'une ancienne débroussailleuse d'accotement, avec l'entreprise NOREMAT (54714 LUDRES), sur la base d'un montant forfaitaire de 29 331,60 € TTC, comprenant l'acquisition du nouveau matériel pour un montant de 38 031,60 € TTC et la reprise de l'ancien matériel pour un montant de 8 700,00 € TTC.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(x) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, de signer le marché correspondant et le notifier à l'entreprise visée à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 18 décembre 2014

Le Maire,

Anne GALLO

Service Finances et Achats Durables
N° 2014-080

DÉCISION DU MAIRE**PASSATION D'UN MARCHÉ DE SERVICES**
Opération : assurance des prestations statutaires

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDERANT la consultation lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33-3^{ème} alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics, le 18 septembre 2014 pour la passation du marché relatif à l'assurance des prestations statutaires de la commune,

VU le procès-verbal de la commission d'appel d'offres, réunie le 28 novembre 2014, attribuant le marché afférent à l'entreprise dont l'offre a été considérée comme étant la plus avantageuse économiquement,

Le Maire de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER, pour la commune, le marché désigné ci-dessous avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres, dans les conditions décrites ci-après :

N° du lot	Intitulé	Entreprise retenue	Taux et montant de la prime annuelle
1	Assurance des prestations statutaires	Groupement momentané SMACL ETHIAS	Taux: 1,95% Prime : 45 177,25 € correspondant à la formule de base : décès, accident du travail, maladie professionnelle, maladie imputable au service, sans franchise

Le marché est conclu pour une période de 4 ans avec prise d'effet au 1er janvier 2015 et une échéance au 1er janvier. Il peut être résilié annuellement par chacune des parties à la date anniversaire en respectant un préavis de 6 mois.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, de signer le marché correspondant et le notifier à l'entreprise visée à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 22 décembre 2014
P/Le Maire empêchée,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20141222-2014-080-AU

Pour le Maire empêché,

Le 1^{er} adjoint au Maire

Accusé de réception - Préfet : 22/12/2014

Thierry EVENO

Thierry EVENO

Mairie de Saint-Avé - Place de l'Hôtel de Ville - BP 40020 - 56891 Saint-Avé cedex
Tel 02 97 60 70 10 - Fax 02 97 44 58 91 - mairie@saint-ave.fr

Service Finances et Achats Durables

N° 2015-001

DÉCISION DU MAIRE

PASSATION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES

Opération : Achat de fournitures scolaires

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDÉRANT la consultation lancée selon une procédure adaptée, en application des articles 28-I et 77 du Code des marchés publics, le 19 septembre 2014 pour la passation du marché visé en entête,

VU le rapport d'analyse établi le 04 décembre 2014,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER le marché relatif à l'achat de fournitures scolaires avec la société Lafolye et De Lamarzelle (56000 Vannes). Le marché est à bons de commande avec un montant minimum annuel de 2 000,00 € HT et un montant maximum annuel de 20 000,00 € HT. Le marché a une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois fois par période d'un an.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(x) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, de signer le marché correspondant et le notifier à l'opérateur économique visé à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 08 janvier 2015

Le Maire,

Anne GALLO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20150108-2015-001-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/01/2015

Commune de Saint-Avé - Mairie - Place de l'Hôtel de Ville - BP 40020 - 56891 Saint-Avé cedex
Tel 02 97 60 70 10 - Fax 02 97 44 58 91 - mairie@saint-ave.fr

Le Maire, Anne GALLO



DÉCISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UN MARCHÉ DE TRAVAUX
Opération : Construction d'un préau au restaurant scolaire

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDÉRANT la consultation lancée le 22 août 2014 en application de l'article 28-I du Code des marchés publics,

VU le rapport d'analyse du 10 décembre 2014,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER le marché relatif à la construction d'un préau au restaurant scolaire avec l'entreprise SCT RONCO (56000 VANNES), pour un montant forfaitaire de 16 599,88 € HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(x) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, de signer le marché correspondant et le notifier à l'entreprise visée à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 8 janvier 2015

Le Maire,

Anne GALLO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20150108-2015-002-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/01/2015

Le Maire, Anne GALLO

Saint-Avé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service Finances et Achats Durables
N° 2015-003

**DÉCISION DU MAIRE
DÉCLARATION SANS SUITE**

Opération : travaux de mise en accessibilité pour personnes à mobilité réduite au centre culturel "le Dôme"

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »



Enjeu :
Saint-Avé, ville durable

Objectif :
Développer un projet à vivre sur le cœur de ville et sur les quartiers urbanisés

Actions :
Renforcer l'accessibilité (voirie, bâtiments, commerce)

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDERANT la consultation, objet de l'opération visée ci-dessus, comprenant trois lots (lot 1: sciage de béton, maçonnerie; lot 2: menuiserie; lot 3: électricité), lancée le 28 octobre 2014 en application de l'article 28-I du code des marchés publics,

CONSIDERANT qu'aucune offre n'a été remise pour les travaux du lot 3 "électricité",

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1er : DE NE PAS DONNER SUITE à la consultation engagée concernant les travaux du lot 3 "électricité", pour un motif d'intérêt général lié à une absence d'offre. Les travaux seront réalisés par les propres moyens de la commune.

Article 2 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 3 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20150113-2015-003-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/01/2015

Fait à Saint-Avé, le 13 janvier 2015

Le Maire,

Anne GALLO


Le Maire

Anne GALLO

Commune de Saint-Avé – Mairie – Place de l'Hôtel de Ville – BP 40020 – 56891 Saint-Avé cedex
Tel 02 97 60 70 10 – Fax 02 97 44 58 91 – mairie@saint-ave.fr

DÉCISION DU MAIRE**RECONDUCTION DE MARCHÉS DE FOURNITURES**

Opération : Achat de denrées alimentaires
Reconduction n° 3 des marchés des lots 1, 6, 7, 8, 9 et 10

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »			
Enjeu : <i>Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i>	Objectif : <i>Assurer un service de qualité au restaurant municipal</i>	Action : <i>Proposer 25 % de produits bio au restaurant scolaire</i>	

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision du Maire n° 2012-18 signée le 22 mars 2012, concernant la passation des marchés faisant l'objet de l'opération visée ci-dessus,

VU la décision n° 2013-105 du 20 décembre 2013, concernant la reconduction n°2 des marchés

VU les marchés décrits dans le tableau de l'article 1^{er} ci-dessous, reconductibles trois fois par période d'un an,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE RECONDUIRE, pour une quatrième période d'un an, les marchés suivants dans les conditions ci-après :

N° du lot	Intitulé du lot	N° du marché	Entreprise retenue	Période de reconduction
1	Viandes fraîches	2012-014	SOVEFRAIS	27/03/2015 au 26/03/2016
6	Produits laitiers et avicoles	2012-015	SOVEFRAIS	27/03/2015 au 26/03/2016
7	Produits laitiers issus de l'agriculture biologique	2012-016	MANGER BIO 56	28/03/2015 au 27/03/2016
8	Fruits et légumes frais	2012-018	POMONA Terre Azur	27/03/2015 au 26/03/2016
9	Fruits frais issus de l'agriculture biologique	2012-019	POMONA Terre Azur	27/03/2015 au 26/03/2016
10	Légumes frais issus de l'agriculture biologique	2012-017	MANGER BIO 56	28/03/2015 au 27/03/2016

Les marchés sont passés sans montant minimum ni maximum. Il s'agit de la dernière reconduction possible des marchés afférents.

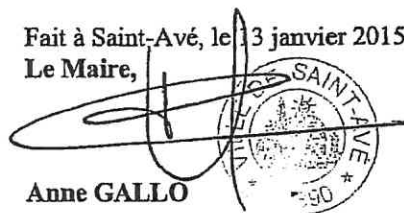
Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier les reconductions n° 3 correspondantes aux entreprises visées à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 13 janvier 2015
Le Maire,

Anne GALLO



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20150113-2015-004-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/01/2015

Le Maire

Anne GALLO.



Service Finances et Achats Durables
N° 2015-005

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU MAIRE

Acte modificatif de la régie d'avance Séjours Jeunes

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 22,
Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes relevant des collectivités locales et des établissements publics locaux,
Vu l'arrêté n° 2010-102 du 24 mars 2010 portant institution d'une régie d'avances pour les séjours vacances,
Vu la délibération n°2014/4/78, al. 6 du conseil municipal en date du 07 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al.7 du code général des collectivités territoriales,
Vu la nécessité pour le bon fonctionnement de la régie d'avance Séjours Jeunes d'étendre les modes de règlement et de diminuer la périodicité de versement des pièces justificatives pendant les périodes creuses,
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire reçu le 16 janvier 2015,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE MODIFIER l'article 5 de l'arrêté n° 2010-102 afin d'étendre les modes de règlement autorisés :

« Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1- Numéraire
- 2- Chèques bancaires
- 3- Carte internationale de retrait et de paiement interbancaire
- 4- Virement bancaire et postal
- 5- Prélèvement »

ARTICLE 2 : DE MODIFIER l'article 9 de l'arrêté n° 2010-102 concernant la périodicité de versement des pièces justificatives afin de l'adapter à l'activité de la régie :

« Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses toutes les deux semaines et au minimum une fois par trimestre en période creuse »

ARTICLE 3 : DE CHARGER le Maire et le comptable assignataire du Trésor Public, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20150120-2015-005-AU
Pour le Maire empêché,
Le 1er adjoint au Maire

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/01/2015



Thierry EYENO

Fait à SAINT-AVÉ, le 20 janvier 2015

P/ le Maire empêchée,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Thierry EYENO

